

# Radio Tangun - Épisode 7 - De la division à la démocratisation en Corée du Sud



*[Extrait]*

**Bryan** : La route vers la démocratisation en Corée du Sud fut longue, et parsemée d'événements dramatiques. Elle fait suite à de très nombreuses décennies de dictatures et de régimes autoritaires. Le bilan humain est lourd, et si aujourd'hui la Corée du Sud figure parmi les plus grandes puissances économiques, cela s'est surtout fait en dépit des droits humains.

*[Musique d'introduction]*

**Manon** : Bonjour à tous ! Et bienvenue sur Radio Tangun, le podcast décomplexé qui débat, s'interroge, pense et décrypte les Corées. Ici, on parlera autant du Nord que du Sud. On abordera l'actualité comme l'histoire ancienne. Le tout, loin des idées reçues et hors des sentiers battus. Et ici, comme en Corée, on préfère toujours quand c'est bien piquant.

*[Musique de transition]*

**Manon** : Je suis vraiment ravie de retrouver ce micro et mon complice de toujours, Bryan, pour ce nouvel épisode. Merci d'ailleurs d'avoir proposé une super émission le mois dernier, c'était vraiment hyper intéressant ! Je m'excuse encore auprès de nos auditeurs de ne pas avoir pu être là, ma rentrée

a été un peu mouvementée, mais aujourd’hui tout est réglé et nous voilà de retour en duo. Trêve de bavardages, découvrons ensemble le sujet de ce mois-ci !

*[Pause]*

**Manon** : Il y a quelques semaines, on vous a demandé sur Twitter et sur Instagram, quels thèmes pourrions-nous aborder pour nos prochaines émissions. Nous avons vu le tweet de Guillaume qui nous proposait d’aborder les différentes étapes qui ont mené à la démocratisation en Corée du Sud. On s’est dit avec Bryan qu’un sujet sur la Corée du Sud serait sympa, parce que jusqu’à présent on a beaucoup parlé de Corée du Nord. Et c’est donc un nouveau format qu’on vous propose ce mois-ci, un peu plus historique et très narratif. On a pensé que ça pourrait aussi être une émission pratique pour celles et ceux qui ne sont pas réellement familiers avec l’histoire contemporaine sud-coréenne. Donc merci Guillaume pour cette idée et merci également aux autres auditeurs qui nous ont proposé tout un tas de sujets ! Bon, c’est un sujet qui n’est pas facile. C’est une partie de l’histoire sud-coréenne qui n’est pas nécessairement joyeuse, puisque l’on va parler de massacres, de conflits violents, etc. Nous n’avons aucune prétention de détenir le savoir absolu, d’autant que cette période n’est pas notre période de prédilection. Mais cette émission souhaite surtout broser les contours d’une période de l’histoire sud-coréenne, parfois méconnue ici en France. Libre à celles et ceux qui souhaitent davantage de détails, de se documenter sur le sujet. Cette émission vous donnera quelques clés... Annonce faite, nous allons pouvoir commencer.

*[Musique de transition]*

**Bryan** : Alors d’où partons-nous ? Je dois vous rappeler que depuis 1910 la Corée est colonisée par le Japon. Nous n’allons pas traiter de cette période aujourd’hui, nous vous proposerons très certainement un épisode dessus. Nous pouvons par contre vous recommander les travaux d’Alain Delissen, à propos de cette période. Donc, après la reddition du Japon en 1945, les forces américaines s’étaient entendues avec les forces soviétiques pour occuper la péninsule coréenne de part et d’autre du 38e parallèle. La Corée du Sud — la République de Corée, en coréen *taehanmin’guk* (대한민국) voit le jour officiellement le 15 août 1948, avec à sa tête Rhee Syngman (이승만, *l Sŭngman*), un Coréen exilé aux Etats-Unis et anti-communiste, est placé à la tête du pouvoir par les Américains. Le 9 septembre 1948, c’est la République populaire démocratique de Corée, la Corée du Nord, qui elle est proclamée et qui dès lors entame toute une série de mesures de collectivisation des moyens de productions hérités des Japonais et aussi des terres arables.

L'activité économique nord-coréenne étant largement soutenue par le bloc de l'est, et principalement par l'URSS, l'industrie nord-coréenne dépasse très vite celle de la Corée du Sud. Ce dynamisme économique et le partage des richesses entamés au Nord, fait naître dans la population sud-coréenne des revendications en terme d'égalité des droits, d'égalité salariale et de redistribution des richesses, le tout face à un gouvernement sud-coréen choisis par les Américains et largement composé d'anciens collaborateurs avec le pouvoir colonial japonais.

Alors qu'au Japon, les Américains avaient lancé une large politique de démilitarisation de l'archipel et l'instauration d'un modèle démocratique où les anciens hauts-gradés de l'administration Shōwa n'avaient que trop peu de place par rapport à la période d'avant. C'est tout le contraire qui se produisait en Corée du Sud. Pour vite tenir le pays, pour soutenir le président non élu Rhee Syngman et contenir le dynamisme de la Corée du Nord, les Américains vont maintenir toute l'ancienne administration coréenne - policiers, militaires, juges, fonctionnaires et enseignants - issue de l'ancienne administration coloniale japonaise. Le général John Hodge, qui était aux manettes, conserva environ 85 % de l'effectif policier issus des forces coloniales. Dans les documents déclassifiés de la CIA, on peut lire que la police est qualifiée par les Américains « d'extrêmement brutale, aux méthodes douteuses et punitives, s'appuyant sur des milices d'extrême-droite et sur le parti des propriétaires terriens anciennement pro-japonais ». Très vite, et notamment dans le sud de la péninsule, dans la province du Jeolla (전라) et sur l'île de Jeju (제주도), les forces de gauche établissent des guérillas pour combattre le régime autoritaire non-démocratique et non-américain de Rhee Syngman. Les groupes armés étaient d'autant plus déterminés, qu'un autre homme politique sud-coréen aurait pu remplacer Rhee Syngman, à savoir le nationaliste de centre gauche Yŏ Unhyŏng (여운형), qui avait proclamé la République populaire de Corée — et non pas la République populaire démocratique de Corée. Une proposition faite durant la période entre la défaite japonaise et l'arrivée des Américains en péninsule.

Or, cette République populaire fut invalidée par les Américains et Yŏ Unhyŏng fut assassiné par un militant d'extrême-droite pro-américain en juillet 1947. En 1948, le Sud de la péninsule est en proie à de nombreuses insurrections contre Rhee Syngman. Les plus importantes ont lieu à Yeosu (여수) et sur l'île de Jeju, entre 1948 et 1949. A chaque fois, le président Rhee Syngman envoie ses troupes militaires et milices, appuyées par les troupes américaines sur le sol coréen. A Yeosu, 2 000 personnes sont exécutées. A Jeju, le décompte s'est arrêté à partir de 20 000 morts, mais les charniers sont nombreux et les décomptes ne sont toujours pas terminés de nos jours. Ils sont strictement encadrés par des procédures judiciaires autour des commissions vérité et réconciliation qui sont des instances judiciaires mises en place en cas de règlements post-conflits et guerres civiles — comme c'est le cas en ex-Yougoslavie ou en Afrique du Sud post-apartheid.

Dans tout le Sud du pays, dans le Jeolla principalement mais aussi dans les villes côtières du Gyeongsang (경상), des exécutions sommaires sont pratiquées par les milices d'Rhee Syngman. Lorsqu'une personne est supposée de gauche ou trop démocrate, c'est l'ensemble de sa famille qui est touchée. Dans le même temps, la Corée du Sud connaît une explosion du nombre d'incarcérations pour motif politique. Parmi les 20 000 prisonniers pro-démocratie qui sont incarcérés, Rhee Syngman décide d'en exécuter un grand nombre et cela sans procès. Sur la période 1950-1951, on dénombre plus de 200 charniers et 2 000 personnes enfouies dans ces mêmes charniers, dont des hommes, mais aussi des femmes, des enfants et des personnes âgées. La simple accusation de socialiste est motif d'incarcération et de probable mise à mort. Et c'est dans ce contexte que la Loi de sécurité de l'État, *kukka poan pŏp* (국가보안법) voit le jour, toujours en vigueur de nos jours en Corée du Sud. La loi stipule que toute activité anti-État et tout blocage doivent être punis. Par exemple, l'article 2 définit la notion de « groupes anti-État », des organisations nationales ou internationales qui chercheraient à provoquer le désordre en Corée du Sud. Cette loi contre toute forme d'opposition, de scission, de séparatisme, a notamment servi à emprisonner les opposants politiques de gauche, les militants pro-démocratie. Elle fut utilisée pour emprisonner aussi les personnes ayant des relations avec la Corée du Nord. Cette loi existe toujours de nos jours, bien qu'elle fut amendée à minima lors de la démocratisation. Mais cette loi est toujours fortement critiquée par les ONG, et notamment par Amnesty International qui publie des rapports chaque année.

En 1950, alors que l'armée nord-coréenne commença son avancée dans le Sud, les milices d'Rhee Syngman s'empressèrent d'exécuter tous les prisonniers pouvant faire allégeance à la Corée du Nord et à ses troupes en approche. Parmi les assassinats, celui des prisonniers politiques des militants du Parti des travailleurs de Corée du Sud, qui étaient emprisonnés dans des camps de rééducation appelés « ligue pour la sauvegarde et la réhabilitation nationale ». Parmi eux, beaucoup furent exécutés en prévision de l'approche des troupes nord-coréennes. Le 27 juin, le président Rhee Syngman demande l'exécution de tous les prisonniers politiques pouvant devenir alliés de la Corée du Nord.

En 2005, les professeurs d'histoire membres de la commission vérité et réconciliation ont estimé à 200 000 le nombre de victimes probables. Mais à la suite de découvertes de nouveaux charniers et à la déclassification de documents de l'armée américaine en appui aussi aux témoignages de soldats américains ayant participé aux massacres, les reporters du média Hankyoreh (한겨레) ont estimé le nombre de victimes à 1 million 200 milles personnes. Des morts et des familles oubliées des comptes officiels de la Guerre de Corée, mais bien victimes des massacres et des crimes de cette guerre. Après la guerre de 1950 à 1953, Rhee Syngman se fait réélire. Et entre 1954 et 1956, il fait arrêter

toute opposition à travers la loi de sécurité nationale. Au parlement, les députés votent la possibilité pour Rhee Syngman de se représenter au-delà de la durée limite des huit ans de mandat. En 1960, rebelote, Rhee Syngman remporte l'élection. Mais cette fois-ci, des étudiants protestent.

Alors que les manifestations se font dans le calme, la presse censurée se félicite de manifestations dites « bien gérées ». Mais dans la ville côtière de Masan (마산시), le corps sans vie d'un étudiant tué par la police allume le feu aux poudres. La Révolution d'Avril commence, avec le soulèvement des étudiants le 19. La loi martiale est déclarée et les militaires ont l'ordre de tirer à vue sur tout manifestant. Mais les étudiants ont pris le contrôle des rues des grandes villes du pays. Le 25 avril, les manifestations sont à leur maximum et le pays est à l'arrêt. Le lendemain, le 26 avril, Rhee Syngman démissionne de la présidence sous le poids de la rue. Escorté par les militaires américains, il trouve refuge auprès des autorités américaines en Corée et il part s'exiler à Hawaii. Le premier ministre dirige alors par intérim en attendant les prochaines élections.

**Manon** : En juillet 1960, les élections parlementaires se tiennent. C'est la naissance de la Seconde République, avec à sa tête le président Yun Po-sun (윤보선) du parti démocratique. Seulement, la Seconde République ne dure qu'un très court instant. Le 16 mai 1961, le général Park Chung-hee (박정희) prend le contrôle du pays grâce à un coup d'Etat. L'Assemblée nationale est évidemment dissoute et il crée dans le même temps la KCIA, le service de renseignements coréens, avec à sa tête un de ses fidèles alliés. L'année suivante, en 1962, le président Yun Po-sun démissionne et c'est ainsi que prend fin la très courte Seconde République. Le général Park, collaborateur sous la période coloniale, instaure une dictature militaire. C'est un anti-communiste notoire et proche des Etats-Unis, et son but est de redresser le pays économiquement. Sous la pression des Etats-Unis, Park est sommé de revenir à un système démocratique et donc, en 1963 il est élu président et instaure la IIIe République.

*[Pause]*

Le premier mandat du général Park Chung-hee est clair : il donne la priorité à la reconstruction économique du pays avec des plans de développement, il fait développer l'industrie sud-coréenne avec l'aide de ses alliés japonais et américains. C'est d'ailleurs à cette période que se développent les conglomérats sud-coréens, qu'on connaît bien aujourd'hui comme Samsung ou encore LG, Hyundai, etc. Parallèlement, le général Park Chung-hee normalise les relations avec le Japon et signe un traité avec les Etats-Unis, légitimant la présence des troupes américaines sur le sol sud-coréen. Dans cette même dynamique, Park fait envoyer, en 1965, des troupes sud-coréennes au Vietnam pour se battre,

évidemment, aux côtés des Etats-Unis. Environ 320 000 hommes sont envoyés au front, entre 1965 et 1973. Plus de 5 000 ont trouvé la mort et presque 11 000 ont été blessés selon les décomptes officiels.

En 1967, de nouvelles élections présidentielles se tiennent. Park Chung-hee est réélu. La Constitution coréenne limitait, à cette époque, deux mandats mais à la fin du second mandat de Park Chung-hee, l'Assemblée Nationale adopte un amendement permettant au général de se représenter. Face à cet énorme déni de démocratie, les Sud-coréens de l'opposition se soulèvent, dont Kim Dae-jung (김대정) fervent opposant au régime de Park Chung-hee.

Kim Dae-jung est victime d'un grave accident de voiture, certainement provoqué par les alliés de Park Chung-hee. Ce second mandat est surtout marqué par une mesure économique phare : le mouvement *saemaŭl* (새마을 운동) qui en coréen veut dire « nouveau village ». A l'époque, il faut se dire que la Corée du Sud est très loin de celle qu'on connaît aujourd'hui. Le pays est principalement rural et il existe encore beaucoup de petites communautés villageoises. Le général Park veut moderniser ces villages et améliorer la condition de vie des villageois. Seulement, vous vous imaginez bien, ce n'est pas sans conséquences, puisque le but est également de faire disparaître toutes les croyances encore très implantées dans les communautés villageoises. On voit ainsi disparaître des pratiques religieuses anciennes dans les villages et même être sanctionnées si les autorités découvrent qu'elles étaient encore pratiquées.

En 1971, il y a de nouvelles élections présidentielles et Park est réélu pour une troisième fois. Quelques mois plus tard, les élections législatives ont lieu et là, l'opposition gagne du terrain jusqu'à devenir majoritaire. Seulement, le général Park déclare rapidement l'état d'urgence pour freiner au maximum cet élan contestataire, et les tensions commencent à sérieusement monter au sein du pays. Pour faire taire un peu le tout, Park Chung-hee dissout en 1972 l'Assemblée Nationale et proclame la fameuse loi de sécurité nationale.

En novembre de la même année, une nouvelle constitution, la constitution Yushin (유신) est adoptée et marque le début de la IVe République. Cette nouvelle Constitution donne les pleins pouvoirs au président, donc à Park Chung-hee, élu lui pour une quatrième fois tout de même. C'est une période de l'histoire coréenne qui est particulièrement violente. L'opposant de Park, Kim Dae-jung est kidnappé par des agents des services de renseignements sud-coréens à Tokyo en 1973. Il y a des arrestations massives d'autres opposants politiques en 1975 et des centaines de personnes sont arrêtées, certaines condamnées à mort. La loi de sécurité nationale, qui existe depuis Rhee Syngman, est très utilisée par le régime dictatorial de Park Chung-hee. Le gouvernement fait arrêter tout citoyen « non conforme », comme les SDF, les enfants abandonnés, les opposants politiques et les internes dans des camps. Certains sont torturés jusqu'à ce que mort s'en suive.

En 1978, nouvelles élections et pour la cinquième fois le général Park est réélu. Les contestations fleurissent un peu partout dans le pays après que le gouvernement de Park ait évincé de l'Assemblée Nationale le leader de l'opposition, Kim Young-sam (김영삼). En 1979, des étudiants de l'université de Busan (부산) se révoltent contre le pouvoir, la Constitution Yushin et l'éviction de Kim Young-sam, qui était originaire de la région de Busan. Les contestations se propagent dans les villes aux alentours de Busan et le gouvernement Park se trouve en grande difficulté. Le 29 octobre 1979, Park Chung-hee est finalement assassiné par le chef de la KCIA, Kim Jae Gyu (김재규) lors d'un dîner.

*[Pause]*

Après l'assassinat du général Park Chung-hee, c'est son premier ministre qui prend le pouvoir mais c'était sans compter le général Chun Doo-hwan (전두환) qui décide, à son tour, de faire un coup d'Etat le 12 décembre 1979. Proche du général Park, Chun Doo-hwan fait arrêter le chef d'état major de l'armée, soupçonné d'avoir joué un rôle dans l'assassinat de Park. L'idée d'un nouveau gouvernement autoritaire et militaire est insupportable pour les Coréens qui désirent, et de façon tout à fait légitime, un peu de démocratie après dix-huit ans de régime militaire.

Au printemps de l'année 1980, des protestations anti-gouvernementales débutent dans les campus. Les étudiants demandent des réformes en faveur de la démocratie et notamment des élections présidentielles directes. A Séoul, 150 000 étudiants et citoyens se rassemblent à la gare centrale pour protester. Et en réponse, pour enrayer le phénomène, Chun Doo-hwan étend la loi de sécurité nationale à l'île de Jeju. L'Assemblée nationale est fermée, les campus universitaires aussi et maintenant le gouvernement militaire a le contrôle entier sur l'ensemble du territoire. Alors que les contestations à Séoul sont entièrement étouffées, à Gwangju (광주) une ville dans le Jeolla, une vaste vague de manifestations contre le régime commence. Une marche aux flambeaux débute, qui n'est pas sans rappeler les contestations contre la présidente Park Geun Hye (박근혜) en 2017 à Séoul. La ville de Gwangju est occupée par des militaires et des milices armées pour empêcher les manifestants d'occuper les bâtiments clés de la ville. Et le 18 mai, la contestation prend une toute autre tournure. Des étudiants se rassemblent devant l'université Chonnam (전남 대학교), qui elle est bloquée par des policiers. Rapidement, des affrontements commencent. La manifestation rassemble plusieurs milliers de personnes, mais la réponse policière est d'une très rare violence. Presque 700 soldats sont envoyés pour faire taire la contestation. Les affrontements sont violents, plusieurs centaines de blessés du côté des manifestants et dès le 1er jour, un mort. Le nombre de manifestants augmente de jour en jour, atteignant 10 000 le 20 mai, et les manifestants parviennent à occuper certains bâtiments clés de la ville, mais la réponse policière est à chaque fois plus violente.

L'armée est envoyée sur place et le 21 mai, des militaires tirent dans la foule. Les violences continuent les jours suivants. La ville de Gwangju est totalement isolée du reste du pays puisque les militaires ont bloqué l'ensemble des routes. Kim Dae-jung, opposant politique sous Park Chung-hee, est arrêté et condamné à mort — mais rassurez-vous, il n'est pas exécuté, nous en reparlerons. Les affrontements durent jusqu'au 27 mai. A ce jour, il est encore difficile de dire combien de personnes ont trouvé la mort dans ces affrontements. Mais de manière incontestable, les chiffres avancés à l'époque ont été largement minimisés et sont, aujourd'hui encore, très contestés. Certaines organisations estiment que le nombre de morts s'élève à 2 000. Chun Doo-hwan, lui, a été tenu responsable de ce massacre mais refuse, encore aujourd'hui, de s'excuser publiquement. La junte militaire fut d'une extrême violence, comme sous l'ère Park Chung-hee, les opposants politiques et tout autre citoyen « non conforme » sont envoyés dans des camps de rééducation. Un rapport de 2006 a permis notamment de mettre en lumière les sévices du gouvernement militaire. Près de 40 000 civils ont été détenus, torturés et parfois mis à mort.

**Bryan** : Le soulèvement de Gwangju reste un événement historique très vif dans la mémoire collective sud-coréenne. C'est un événement fondamental et une étape cruciale dans le processus de démocratisation du pays. Il y a eu un nombre incroyable de productions culturelles sur le sujet. On pense notamment à la littérature sud-coréenne qui a été imprégnée par cet événement tragique et qui a marqué toute une génération. Je pense notamment au roman de Choe Yun (최윤) *chŏgi sori ŏpshi han chŏm kkoch'ip'i chigo* (저기 소리 없이 한 점 꽃잎이 지고), *Là-bas sans bruit tombe un pétale*, publié en 1992 et adapté au cinéma en 1996. Ou plus récemment le roman de Han Bang, *Celui qui revient*. En matière de cinéma aussi, le soulèvement a été beaucoup repris, comme dit auparavant le roman de Choe Yun a été adapté en 1996, mais aussi plus récemment *Taxi Driver, 26 Years* ou *May 18*. Peu de temps après le soulèvement de Gwangju, le président par intérim et ancien premier ministre sous Park Chung-hee démissionne. Chun Doo-hwan est élu président en septembre 1980 et ainsi débute la Ve République. L'ensemble des partis politiques d'opposition ont été dissous, les libertés de la presse sont encore et toujours très encadrées, et les libertés d'expression publique très très limitées.

La politique de Chun Doo-hwan se veut tout aussi répressive que celle de Park Chung-hee. En 1983, il est victime d'une tentative d'assassinat en Birmanie par des agents nord-coréens. Chun Doo-hwan s'en sort indemne mais 21 personnes meurent dans l'attaque. Au début de l'année 1987, un étudiant qui avait participé au soulèvement de Gwangju est interrogé et torturé à mort. D'abord cachée par les autorités, puis dévoilée par une association catholique, la mort de l'étudiant fait repartir les contestations. Chun Doo-hwan déclare alors Roh Tae-woo (노태우), général pendant le soulèvement



de Gwangju, comme prochain candidat à la présidentielle. En guise de contestation, plus d'un million d'étudiants participent à un nouveau soulèvement populaire. Un autre étudiant meurt après avoir été blessé pendant l'une des manifestations à Séoul. Face à ce nouveau raz de marée, Roh Tae-woo promet une démocratisation progressive de la Corée du Sud et pour la première fois des élections directes vont pouvoir se tenir. Chun Doo-hwan démissionne de son poste en juillet et les élections se tiennent alors à la fin de l'année 1987.

**Manon** : Roh Tae-woo prend ses fonctions en 1988, marquant ainsi le début de la VIe République, toujours en vigueur aujourd'hui en Corée du Sud. Les deux leaders de l'opposition Kim Young-sam et Kim Dae-jung ne sont eux pas parvenus à s'entendre et c'est en partie pour ça qu'il n'y a pas de renversement politique cette année-là, et qu'aucun président civil n'arrive à la tête de l'Etat. Souvenez-vous, Roh Tae-woo est un militaire à la base. Son mandat est évidemment marqué par les Jeux Olympiques à Séoul en 1988. La construction du village olympique au sud du fleuve Han à Séoul entraîne le déplacement massif d'habitants et la destruction de leur habitat. Avant que les Jeux Olympiques ne se tiennent, les rues de Séoul sont débarrassées des sans-abri, des orphelins et des personnes en situation de handicap, puis envoyées dans des camps où ils sont exploités. Avec les Jeux Olympiques, Séoul fait son entrée sur la scène internationale en tant que « nation moderne » et prête à s'ouvrir au reste du monde. Le mandat de Roh Tae-woo prend fin en 1993, et c'est finalement Kim Young-sam qui prend le relais, marquant ainsi l'arrivée d'un président civil, après une très longue période de régime militaire autoritaire. Son mandat est évidemment marqué par l'envoi devant les tribunaux de Chun Doo-hwan et Roh Tae-woo pour leur complicité dans le massacre de Gwangju. En 1998, Kim Dae-jung prend la tête du pays. C'est à cette période que de grandes avancées sont entamées notamment en matière de diplomatie avec la Corée du Nord, avec la politique du rayon de soleil, pour laquelle il recevra le prix Nobel de la Paix. Mais ça, nous en reparlerons très bientôt.

**Bryan** : Vous l'aurez compris, la route vers la démocratisation en Corée du Sud fut longue et parsemée d'événements dramatiques. On a souvent tendance à oublier combien le chemin vers cette démocratisation fut long et très douloureux. Elle fait suite à de très nombreuses décennies de dictatures et de régimes autoritaires. Le bilan humain est lourd et si aujourd'hui la Corée du Sud figure parmi les plus grandes puissances économiques, cela s'est surtout fait en dépit des droits humains. N'oublions pas que le « miracle coréen » n'a rien de miraculeux quand on regarde l'histoire récente de la Corée du Sud. Envoyer des milliers de gens aux usines sans protections, sans droit salarial et les payer une misère pour développer le pays... La Corée du Sud n'est pas la première à l'avoir fait, ce n'est pas la dernière non plus, mais le prix humain est extrêmement lourd et la bascule

vers plus de justice sociale est toujours très et trop lente. Le tout dans un contexte de guerre latente avec la Corée du Nord qui a justifié la présence de régimes dictatoriaux et qui justifie encore la promulgation de lois liberticides toujours en vigueur.

*[Musique de fin]*

**Bryan** : C'est ainsi que s'achève ce septième épisode de Radio Tangun. On espère qu'il vous aura plu et que vous en aurez appris davantage sur l'histoire allant vers la démocratisation en Corée du Sud. N'hésitez pas à nous faire part de vos retours et à partager autour de vous ce podcast.

**Manon** : On se retrouve le mois prochain pour une nouvelle émission. D'ici là, portez-vous bien et prenez soin de vous et de vos proches. Comme on dit en Corée : *tashi mannal ttaekkaji annyŏnghigyeseyo. tto mannapshida !* (다시 만날 때까지 안녕히계세요. 또 만납시다 !)

*[Musique de fin]*

**Julien** : Si vous avez aimé cet épisode, soutenez-nous en vous abonnant à notre chaîne, en aimant ou en partageant ce podcast. On vous remercie !

*[Musique de fin]*

**Transcription effectuée par Lisa Kaputa**

**Relecture effectuée par Emilie Nahas**

## Résumé

Bienvenue sur Radio Tangun, une émission présentée par Bryan et Manon qui questionne, pense, débat et décrypte les trois Corées.

La République de Corée, la Corée du Sud est une jeune nation. Né à la suite de la division de la péninsule coréenne en 1945, le pays s'est construit durant toute la seconde moitié du 20e siècle. La Corée du Sud, telle que nous la connaissons aujourd'hui, en tant que nation économiquement prospère et au système politique démocratique stable, a connu avant cela de nombreux événements marquants, encore vifs dans la mémoire collective.

Dans cette émission, Bryan et Manon retracent l'histoire de la Corée du Sud, de la division jusqu'aux grandes mobilisations citoyennes de la fin des années 1980, qui ont mené à la démocratisation. Cette facette de l'histoire, souvent méconnue, permet de comprendre combien le chemin vers la démocratisation fut long et douloureux.

- 
- Musique : Ehrling - Chasing Palm Trees  
<https://soundcloud.com/ehrling/chasing-palm-trees-ehrling>
  - Montage audio et visuels : Julien Saint-Sevin

Pour suivre nos différentes activités, n'hésitez pas à nous suivre sur nos différents réseaux sociaux :

- Site de la Revue Tangun : [www.revetangun.com](http://www.revetangun.com)
- Site de Voyages Tangun : [www.voyagestangun.com](http://www.voyagestangun.com)
- Twitter : @RevueTangun - <https://twitter.com/revuetangun>
- Instagram : @revue.tangun - <https://www.instagram.com/revue.tangun/>
- Facebook : Revue Tangun - <https://www.facebook.com/revuetangun>
- Adresse e-mail : [revuetangunpro@gmail.com](mailto:revuetangunpro@gmail.com)

© Revue Tangun

